

Préface

Gouvernance

Jean-Dominique GIULIANI

Gouvernance. C'est le mot à la mode à propos de l'Union européenne.

L'année 2011 a été celle de la crise de la dette publique attribuée, notamment, à une mauvaise gouvernance économique de la zone Euro et de l'Union.

Cette expression bien policée cache, en fait, des faiblesses bien plus profondes que la simple insuffisance de coordination des politiques économiques, budgétaires et fiscales. En réalité, c'est l'ensemble de la construction communautaire qui souffre de sa gouvernance. C'est-à-dire qu'il lui manque tout simplement un... gouvernement.

Elle ne semble pas en mesure, pour l'instant, de franchir le « saut fédéral » que, paradoxalement, les marchés financiers, juges du court terme, estiment désormais indispensables.

Pour autant l'Union européenne ne mérite pas la défiance dont elle est l'objet.

Accomplissement géopolitique exceptionnel et inédit, elle a réussi dans ses objectifs premiers qui étaient de ramener la stabilité sur un continent où les désordres, les conflits et les oppositions ont souvent conduit au bord du gouffre. Ses succès sont immenses, mais le tournant du ^{xxi}^e siècle, commencé pour certains avec la Chute du Mur de Berlin et l'accélération de la mondialisation, l'a interpellée. Au lieu de poursuivre son mouvement d'intégration, elle s'est satisfaite dans un confort apparent, observant et commentant l'émergence de nouveaux acteurs sans en tirer les leçons pour elle-même.

Continent de la stabilité, dont le modèle économique et social et la vision des rapports internationaux frappent par leur modernité, elle affronte un défi que lui lance le capitalisme traditionnel, incarné par le modèle anglo-saxon, mais porté au pinacle et aux excès par les pays émergents.

Victime du court terme, elle continue pourtant à s'inscrire dans le long terme et ne peut donc être jugée que dans la durée. Il vaut mieux, aujourd'hui vivre en Europe que sur n'importe quel autre continent. C'est d'ailleurs ce que pensent beaucoup de ceux qui souhaitent y adhérer ou s'y installer.

C'est donc sa gouvernance, ses procédures de décision, sa représentation en interne comme à l'extérieur, qu'elle doit imaginer avec un regard neuf. Les vieilles méthodes du passé ne seront pas suffisantes.

Les contributions de personnalités éminentes ici rassemblées convergent et plaident toutes pour une nouvelle vision européenne du monde, qui exige de réfléchir à l'exercice de la puissance, à une politique économique et budgétaire commune, mais aussi à de nouvelles politiques en matière commerciale, de concurrence, agricole ou industrielle. L'Union doit se réformer très profondément pour aborder le nouveau monde et valoriser ses très importants atouts. Un débat est lancé sur la manière d'y parvenir. Qu'importe, en fait, la méthode si la vision est juste, les décisions prises et appliquées et la confiance retrouvée !

C'est pour contribuer à leur recherche, à leur définition et à leur mise en œuvre, que le « Rapport Schuman 2012 sur l'Europe – L'état de l'Union », n'hésite pas à innover et critiquer, mais aussi et surtout proposer.

Jean-Dominique GIULIANI
Président
Fondation Robert Schuman